ATLANTIS

Centre de Recherches et d'Études Géostratégiques
Center for Geostrategic Research and Studies

AFRIQUE
SITUATION SECURITAIRE & POLITIQUE

NEWSLETTER

Semaine du 7 au 14 Mars 2022

DOSSIER DE LA SEMAINE

" L'AFRIQUE FACE AU CONFLIT EN UKRAINE "

TABLE DES MATIERES

ELECTIONS COMPLEXES DE 2022 EN AFRIQUE 3

DEFENSE & SECURITE 4 - 5

MALI : Un cadre historique d'al-Qaïda au Maghreb islamique a été tué lors d'une opération française au Mali…….....4

SOUDAN-SOUDAN DU SUD : Flambée de violences intercommunautaires à la frontière du Soudan et du Soudan du Sud….....4

MAURITANIE : La Mauritanie accuse l'armée malienne de crimes « récurrents » contre ses ressortissants……..4

NIGERIA : Une soixantaine de morts dans une milice d'auto-défense dans le nord-ouest……..5

ETHIOPIE : Plus de 300 civils tués par des bombardements aériens en trois mois, selon l'ONU…….5

NIGER : Nouveau massacre de villageois dans la région de Diffa à la faveur de la baisse des eaux du lac Tchad…….....5

POLITIQUE & SOCIETE 6 - 7

AFRIQUE : Guerre en Ukraine : des Africains prêts à aller combattre.....6

R.D. CONGO : Ces ex-chefs de guerre convertis en garant de la paix….....6

AFRIQUE DU SUD : Guerre en Ukraine : l'ambiguïté de l'Afrique du Sud vis-à-vis de l'offensive russe……..6

LIBYE : L'ONU appelle au calme après une mobilisation de groupes armés autour de Tripoli…….....7

AFRIQUE DU SUD : L'Afrique du Sud toujours à la première place des pays les plus inégalitaires……..7

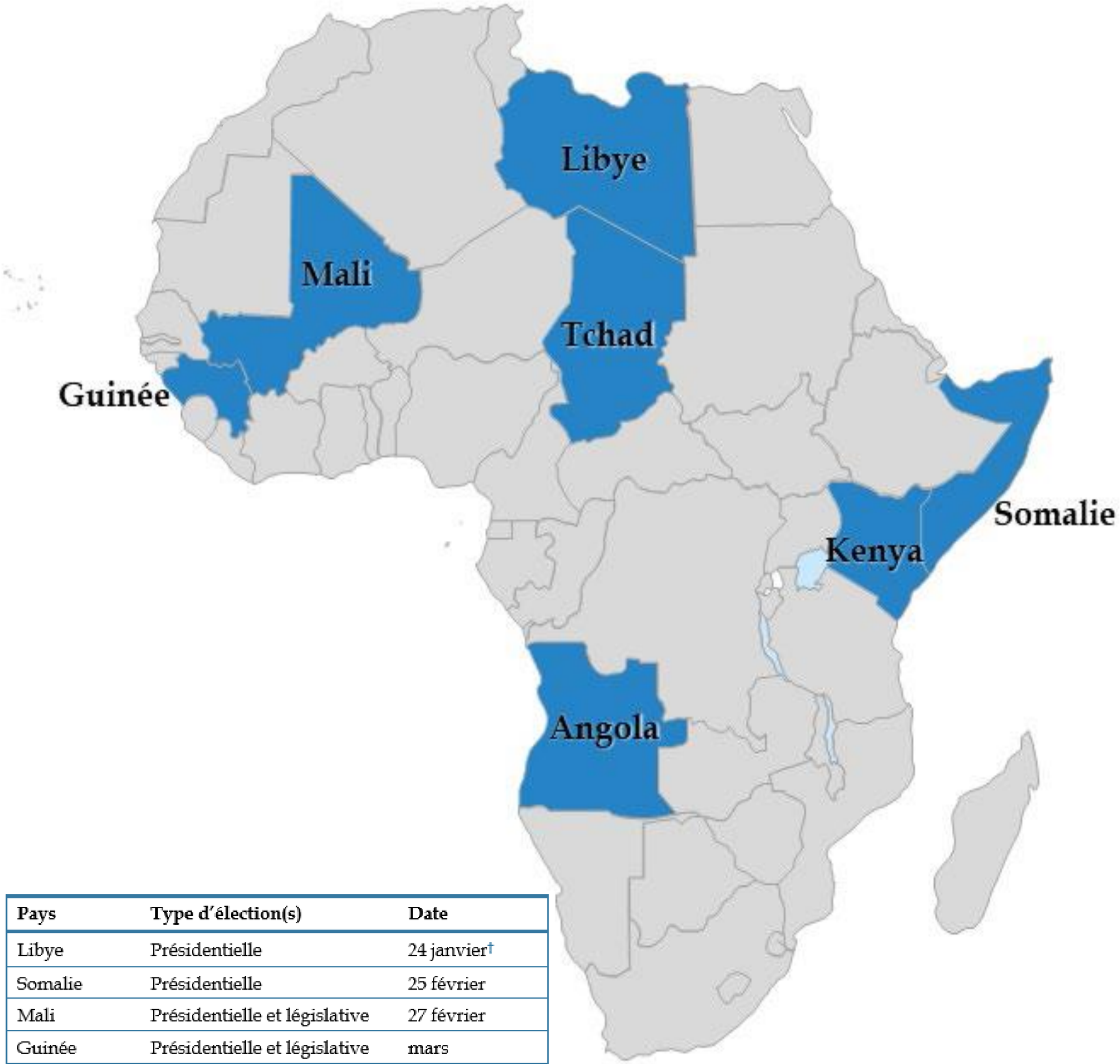
R.D. CONGO : L'Ukraine va rapatrier ses casques bleus déployés en République démocratique du Congo…7

Dossier Spécial : « Les Etats d'Afrique face au conflit en Ukraine » 8 - 11

ATLANTIS
Centre de Recherches et d'Études Géostratégiques
Center for Geostrategic Research and Studies

ELECTIONS COMPLEXES DE 2022 EN AFRIQUE

Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique - africacenter.org



Pays	Type d'élection(s)	Date
Libye	Présidentielle	24 janvier†
Somalie	Présidentielle	25 février
Mali	Présidentielle et législative	27 février
Guinée	Présidentielle et législative	mars
Kenya	Présidentielle et législative	9 août
Angola	Présidentielle et législative	août
Tchad	Présidentielle et législative	juin-septembre
Somaliland	Présidentielle	13 novembre

* En outre, 9 élections législatives sont prévues cette année : Libye (15 février), Gambie (22 avril), Somaliland (31 mai), République du Congo (juillet), Sénégal (juillet), Lesotho (septembre), São Tomé et Príncipe (octobre), Guinée équatoriale (novembre), Tunisie (17 décembre).
†Reportée.

DEFENSE & SECURITE

MALI

Un cadre historique d'al-Qaïda au Maghreb islamique a été tué lors d'une opération française au Mali

Fait d'actualité :

Alors que la « réarticulation » du dispositif militaire français au Sahel, décidée après des tensions diplomatiques avec Bamako a d'ores et déjà commencé, avec le départ de deux convois logistiques de la plateforme opérationnelle désert [PfOD] de Gao vers Niamey, Barkhane continue de mener des opérations contre les groupes armés terroristes [GAT] implantés au Mali, et notamment contre leurs hauts responsables.

Source : Opex360 (Lien Article)

Commentaire :

Malgré le départ de Barkhane, les soldats français continuent leurs opérations contre les groupes terroristes. Ils auraient réussi à tuer Yahia Djouadi, cadre historique d'al-Qaïda au Maghreb islamique très actif depuis 1994 au sein du Groupe islamique armé [GIA].

C'est apparemment cette figure du djihadisme qui a initié les prises d'otages et les poses d'IED (engins explosifs improvisés). Il a été inscrit sur la liste des sanctions des Nations unies en 2008. 47 terroristes ont également été neutralisés.

L'opération Barkhane reste active tant qu'elle est dans la région, promesse faite et tenue par le président Macron et ses partenaires européens pour combattre le terrorisme en Afrique de l'Ouest.

SOUDAN
SOUDAN DU SUD

Flambée de violences intercommunautaires à la frontière du Soudan et du Soudan du Sud

Fait d'actualité :

Des violences inter-communautaires ont fait plusieurs dizaines de morts ces derniers jours dans la région contestée d'Abyei, à la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud.

Source : Rfi (Lien Article)

Commentaire :

Au Soudan, les affrontements intercommunautaires sont anciennes et courantes. Il suffit d'un simple malentendu entre les différentes communautés pour qu'une simple dispute dégénère.

Mis à part le problème récurrent du déplacement des populations, des différences d'ethnies et de religions, il s'agit dans ce cas, de l'absence de statut d'Abyei, placée sous protection des N.U., car aucun accord n'a été trouvé entre les deux dirigeants.

Le gouvernement y est pour beaucoup dans ces conflits qui perdurent depuis 2003, il a même alimenté à l'époque ce racisme virulent entre les communautés. Et tant qu'ils ne feront rien pour une cohabitation paisible, les conflits continueront entre les populations, pourtant obligées de cohabiter.

MAURITANIE

La Mauritanie accuse l'armée malienne de crimes « récurrents » contre ses ressortissants

Fait d'actualité :

Deux événements graves ont impliqué des Mauritaniens en l'espace de quelques semaines au Mali, dont la disparition de plusieurs ressortissants.

Source : Le Monde (Lien Article)

Commentaire :

Le ton monte de la part de la Mauritanie et il y a de quoi, plusieurs civils disparus ou exécutés de sang froid à la frontière malienne jette un froid sur la relation, jusqu'ici cordiale, entre les deux pays.

Tout accuse l'armée malienne, la junte dément et essaie de garder le pays voisin dans ses grâces, mais la tiédeur des dernières communications risquent de pousser la Mauritanie à fermer ses frontières. Le risque est palpable et serait en défaveur du Mali, sanctionné en janvier dernier par un embargo de la Cedeao.

Ce qui semble retenir la Mauritanie de cette fermeture est la considération humanitaire qu'il a envers le peuple malien, mais les mauritaniens de la région s'élèvent, quant à eux, contre ces exactions.

DEFENSE & SECURITE

NIGERIA

Une soixantaine de morts dans une milice d'auto-défense dans le nord-ouest

Fait d'actualité :

Au Nigeria, une soixantaine d'hommes, tous membres d'une milice d'auto-défense, ont été assassinés dans le nord-ouest du pays. Ils ont été victimes de ceux qu'on surnomme « bandits » dans la région.

Source : Rfi (Lien Article)

Commentaire :

Plusieurs groupes terroristes sévissent entre le Nigéria et le Niger, ce qui amène les civils à se porter volontaires pour défendre les zones à risque, mais ces bandits ont-ils des alliés dans les rangs des volontaires ? Car il semblerait que les bandits aient été prévenus de l'attaque.

D'après la police nigériane, après avoir été prévenus, les « bandits » fuyant les bombardements au Niger et connus dans la région pour leurs attaques surprises et violentes à moto, ont tendu une embuscade aux volontaires qui n'ont eu aucune chance.

Le problème étant que ces milices d'auto-défense ne connaissent pas le terrain aussi bien que les groupes armés et sont des cibles faciles car à découvert et sans réelles expériences de combat.

ETHIOPIE

Plus de 300 civils tués par des bombardements aériens en trois mois, selon l'ONU

Fait d'actualité :

Michelle Bachelet, la haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, a fait part, lundi, de son inquiétude sur le nombre important de bombardements menés par les forces aériennes éthiopiennes, principalement au Tigré mais aussi en Afar voisine.

Source : Le Monde (Lien Article)

Commentaire :

Depuis le début du conflit le premier ministre Abiy semble vouloir ruiner toute possibilité de paix, avec des actes contraires à ses propos malgré les appels internationaux à un cessez-le-feu.

Alors que la situation s'était améliorée en décembre dernier, le gouvernement bombarde à l'aide de drones un camp de réfugiés le mois suivant. Les bombardements n'ont cessé depuis et font encore plusieurs morts parmi les civils pris entre deux feux.

Plus de 60.000 personnes ont fui la région du Tigré, pour chercher refuge au Soudan et la situation des populations restées ou prises au piège, empire sans aucun moyen d'y remédier.

L'aide humanitaire étant leur seul moyen de subsistance et la difficulté à acheminer les vivres depuis l'état de siège appliqué en juin 2021, aggravent une situation déjà insoutenable des populations menant à une catastrophe humanitaire sans précédent.

NIGER

Nouveau massacre de villageois dans la région de Diffa à la faveur de la baisse des eaux du lac Tchad

Fait d'actualité :

Au Niger, une vingtaine de villageois ont été tués dans la nuit du 7 au 8 mars 2022 dans la région de Diffa, à l'extrême Est du pays. Des incursions d'hommes de Boko Haram dans plusieurs villages ont semé la désolation.

Source : Rfi (Lien Article)

Commentaire :

Les villages au bord du Lac Tchad sont désormais en danger à cause de l'asséchement du lac qui permet aux groupes de Boko Haram de traverser et attaquer violement les villageois.

Le gouvernement a agrandi les rangs de l'armée en formant les jeunes nigériens qui ne craignent plus de se battre contre ces groupes mais la zone est assez vaste pour faciliter des attaques surprises aux endroits qui permettent un passage.

Le gouvernement devrait-il mettre des troupes sur tous les points accessibles du lac ? Est-ce opérationnellement possible ?

En tout cas il va bien falloir trouver un moyen de protéger les populations car les attaques continueront tant que le lac le permettra.

POLITIQUE ET SOCIETE

AFRIQUE

Guerre en Ukraine : des Africains prêts à aller combattre

Fait d'actualité :

L'Ukraine veut des armes et des hommes pour affronter la Russie. Et son appel attire de potentiels combattants étrangers notamment sur le continent africain.

Source : DW (Lien Article)

Commentaire :

L'appel de l'Ukraine pour combattre à ses côtés a été entendu de par le monde et beaucoup ont répondu présent.

Les populations en Afrique, semblent également vouloir répondre présents à l'appel ukrainien au grand damne des gouvernants qui condamnent cet appel de l'Ukraine aux africains.

Il est vraisemblable que l'Ukraine profite de la situation actuelle de certains pays africains en conflits où les populations n'ont plus rien à perdre et où ils seraient prêts à tout pour se sortir de leurs conditions socio-économiques critiques.

C'est ce qui ressort des discours de certains kenyans, qui seraient prêts à combattre en échange d'une rémunération conséquente.

R.D. CONGO

Ces ex-chefs de guerre convertis en garant de la paix

Fait d'actualité :

Thomas Lubanga, Germain Katanga et Floribert Ndjabu sont les otages de la Codeco. Ils avaient été missionnés par Kinshasa pour négocier un cessez-le-feu.

Source : DW (Lien Article)

Commentaire :

Le 25 février dernier, a eu lieu la réunion du conseil des ministres. D'après Gilbert Kabanda, ministre de la Défense, les négociations pour la libération des ex-chefs rebelles, évoluent dans le bon sens.

C'est tout le bien qu'on leur souhaite, mais est-il possible d'arriver à instaurer une paix quand on envoie des ex-rebelles sanguinaires négocier avec d'autres rebelles tout aussi sanguinaires ?

La décision de la Codeco et du gouvernement ne devrait pas tarder à tomber, en espérant que les deux parties arriveront à un compromis pour une paix durable.

Le président Tshisekedi semble y croire, mais l'important serait qu'en pensent les victimes ? Pourront-ils pardonner ? Faire la paix et oublier les horreurs vécues…c'est difficile à croire.

AFRIQUE DU SUD

Guerre en Ukraine : l'ambiguïté de l'Afrique du Sud vis-à-vis de l'offensive russe

Fait d'actualité :

Officiellement, le gouvernement affiche une position de neutralité. Mais des liens historiques étroits unissent Moscou et l'ANC, le parti du président Cyril Ramaphosa.

Source : Le Monde (Lien Article)

Commentaire :

L'Afrique du Sud est l'un 15 pays africains à avoir voté blanc à la résolution des N.U. exigeant un retrait de la Russie en l'Ukraine.

L'Afrique du Sud tempère ses propos, le pays est membre du BRICS (groupe de 5 pays : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et ne peut se permettre de se mettre à dos les pays membres et la Russie vu la forte influence de celle-ci et les rapports cordiaux entre les deux dirigeants.

Suite à l'écart de la ministre des affaires étrangères qui, à travers un communiqué, a exigé le retrait immédiat de la Russie, le président Ramaphosa se rattrape et se veut être un médiateur dans le conflit.

Le président a toujours préféré une politique tempérée et neutre, son vœu de servir de médiateur a été exaucé.

POLITIQUE ET SOCIETE

LIBYE

L'ONU appelle au calme après une mobilisation de groupes armés autour de Tripoli

Fait d'actualité :

Déjà miné par les divisions entre institutions concurrentes de l'est et de l'ouest, le pays se retrouve depuis début mars avec deux gouvernements rivaux.

Source : Le Monde (Lien Article)

Commentaire :

Après avoir été désigné à la tête du gouvernement par l'ONU pour une période transitoire, Abdelhamid Dbeibah refuse aujourd'hui de quitter le pouvoir ; malgré un mandat expiré le 24 décembre 2021, date fixée pour l'élection présidentielle qui n'a jamais eu lieu.

Le 1er mars dernier, un nouveau gouvernement a donc été désigné et son Premier ministre, Fathi Bashaga décide d'encercler la capitale par des milices qui lui sont loyales. La Libye est de retour à la case départ.

Outre les rivalités déjà existantes entre les institutions de l'est et l'ouest, le pays se retrouve encore avec deux gouvernements rivaux. L'embrasement du pays ne tient désormais qu'à un fil, malgré l'appel au calme de la Manul.

AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud toujours à la première place des pays les plus inégalitaires

Fait d'actualité :

Près de trois décennies après la fin de l'apartheid, le régime ségrégationniste continue de laisser en héritage une société très divisée.

Source : Rfi (Lien Article)

Commentaire :

Outre le fait d'être l'un des pays les plus riches du continent, l'Afrique du Sud reste le premier pays dont les inégalités sociales sont les plus flagrantes, selon la Banque Mondiale.

Depuis la fin de l'apartheid, le fossé s'est creusé entre les classes sociales sud-africaines, 80% des richesses du pays reviennent à 10% de la population, seulement. Cela est dû à l'objectif principal qui n'était plus de redistribuer aux plus pauvres mais d'enrichir le pays pour faire face à la compétition internationale.

Le président reconnait que le pays est toujours divisé en deux, aujourd'hui il n'est plus question de race (Noirs contre Blancs), mais bien de société (ceux qui y sont intégrés et ceux qui en sont exclus). Les inégalités sont en train de devenir plus sociales que raciales, malgré les efforts fournis par le pays pour y remédier.

R.D. CONGO

L'Ukraine va rapatrier ses casques bleus déployés en République démocratique du Congo

Fait d'actualité :

Le contingent ukrainien de la Monusco compte 250 soldats, principalement dans l'aviation. Passant devant le grand drapeau jaune et bleu peint sur le mur de pierre du campement militaire, les habitants de Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), disent comprendre que les casques bleus ukrainiens soient rappelés dans leur pays, sans trop s'inquiéter des conséquences de leur départ.

Source : Le Monde (Lien Article)

Commentaire :

La décision de l'Ukraine de rappeler ses troupes de la mission Monusco en RDC était prévisible et normale. Le conflit que le pays essuie actuellement face à la Russie l'oblige à regrouper tous ses effectifs disponibles et nécessaires à défendre le pays.

Les Nations Unies et les congolais comprennent ce retrait, et compatissent avec la position de l'Ukraine; même s'ils savent que ce retrait va probablement ouvrir la voix à plus d'attaques des groupes terroristes présents et très actifs dans la région.

Les congolais semblent résigner, ces attaques terroristes durent malgré la présence des casques bleus sur le territoire, et cela dure depuis plus de vingt ans sans que la Monusco y change grand chose.

Retrait ou pas le résultat est le même d'après certains congolais, mais l'espoir d'une paix reste ancré malgré tout.

DOSSIER DE LA SEMAINE

“Les Etats d’Afrique face au conflit en Ukraine ”

Il est communément admis, en psychologie comme dans la sociologie de la connaissance, que la perception des crises internationales par un homme d’Etat est fonction de facteurs objectifs (nature et ampleur de la crise, ses retombées mondiales ou locales, son impact sur le pays concerné…), mais aussi de facteurs subjectifs liés à la personnalité de l’homme d’Etat lui-même (son psychisme, ses penchants, ses expériences personnelles, ses croyances, ses appréhensions…). Le décideur politique, qui incarne, à un certain moment particulier de l’histoire, le destin de son peuple, conçoit donc les problèmes de la scène internationale à travers un prisme complexe où se mêlent le rationnel et l’irrationnel. C’est le cas des leaders politiques des pays de l’Afrique qui adoptent des prises de position diverses vis-à-vis de la guerre en Ukraine, allant d’un alignement sur la ligne russe au soutien de l’Ukraine en passant par des positions intermédiaires.

À l’heure où la grande majorité de la communauté internationale condamne l’invasion de l’Ukraine, la position des pays africain apparaît plus ambigüe. Les positions des Etats africains vis-à-vis de l’invasion russe sont souvent le corollaire de l’impact de cette crise et de l’influence la Russie dans le continent. Un problème direct posé aux pays africains par la guerre en Ukraine est le rapatriement de leurs ressortissants vivant en Ukraine, principalement des étudiants.

Impact de la guerre en Ukraine sur l’Afrique

L'invasion de l'Ukraine par la Russie et les lourdes sanctions imposées par la communauté internationale au Kremlin nourrissent la flambée des prix des matières premières.

Cette hausse vertigineuse aura des conséquences sociales et économiques rarement observés. En un an, le prix du baril de pétrole a doublé. La reprise économique post-covid a nourri cette hausse dans un premier temps. La guerre en Ukraine provoque également des tensions sur les prix d’autres produits. Outre les hydrocarbures, dont la Russie est le deuxième exportateur mondial, les cours des matières premières agricoles sont aussi fortement touchés.

Sur le continent africain, les conséquences de la guerre en Ukraine ne se font pas sentir partout de la même manière. Les pays producteurs de pétrole et de gaz sont moins touchés par la crise et y trouvent même une aubaine. Pour faire face à la flambée des prix des hydrocarbures de Russie, les pays européens cherchent à se tourner vers d’autres fournisseurs. En Afrique, l’Algérie, la Libye et le Nigeria, principaux producteurs d’hydrocarbures du continent, pourraient voir leurs recettes gonfler.

En revanche, les Etats qui ne produisent pas d’hydrocarbures et dont l’économie est dépendante en gaz et pétrole souffrent durement des conséquences de l’invasion russe. Les hausses de prix engendrent des actions sociales conséquentes, comme c’est le cas au Maroc où les transporteurs routiers ont déclenché un mouvement de grève pour protester contre la flambée des prix de gasoil. Des manifestations contre la vie chère ont également eu lieu de manière éparses dans tout le pays, en raison d’une hausse des prix des denrées de base.

Premier importateur mondial de blé, l’Égypte est très inquiète des conséquences économiques de la guerre en Ukraine. En effet, 85% des importations de blé égyptiennes viennent d’Ukraine et de Russie. Actuellement, le pays possède environ 4 mois de consommation nationale de stock de blé. Les Égyptiens payent moins cher que le prix réel leurs céréales, car l'État subventionne une grande partie du prix local. Cependant, cette subvention pèse beaucoup sur les comptes du pays et donc sur ses capacités d’importations. Si les prix des céréales continuent d’augmenter, l’Égypte pourrait se retrouver dans l’impossibilité de continuer à en acheter.

En Algérie, la fin des subventions sur les produits de base avait provoqué d'importantes pénuries alimentaires en début d'année. Cependant, le pays espère financer l’achat de céréales avec la production de gaz. Malgré son importante production d'hydrocarbures, l'Algérie a décidé de suspendre ses opérations d'exportations des produits de large consommation. Elle doit également réexaminer le dispositif en vigueur réglementant l'exportation des denrées alimentaires.

DOSSIER DE LA SEMAINE

“Les Etats d’Afrique face au conflit en Ukraine ”

En proie à une importante crise politique et financière, la Tunisie fait face à une pénurie de produits alimentaires de base, comme la semoule, le sucre, le riz et la farine. Cette pénurie est aggravée par la guerre en Ukraine. En effet, la Tunisie est très dépendante de l’étranger pour se procurer des denrées alimentaires. Le pays importe la moitié de ses besoins en blé. La majorité de ces importations provient d’Ukraine.

En Côte d'Ivoire, alors que le pays fait face à une inflation alimentaire importante, le ministre du commerce a annoncé une série de mesures pour contrer cette flambée. Parmi ces dispositions, un meilleur contrôle des prix dépendants des décisions locales, une subvention de 55 millions de dollars sur les produits pétroliers, un élargissement de la liste des produits de grande consommation, etc.

L’Afrique subsaharienne reste la région du monde la plus dépendante des aides humanitaires. La liste d’urgence 2022 publiée par le Comité de Secours International (International Rescue Committee) en décembre 2021 montre que dans 20 pays, dont une grande partie en Afrique et au Moyen-Orient, 274 millions de personnes sont dépendantes de l’aide humanitaire.

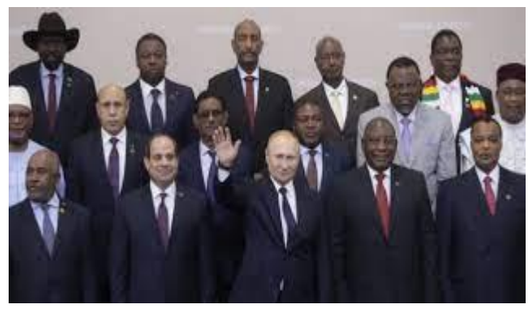
Influence grandissante de la Russie en Afrique

Suite à la chute de l’URSS, l’influence russe en Afrique a connu un coup d’arrêt. Depuis une vingtaine d’années, sous l’impulsion de Vladimir Poutine, la Russie reprend pied sur le continent. Dès lors l’influence diplomatique russe grandit sur le continent africain, tout comme son importance économique. En 2018, les échanges commerciaux entre la Russie et le continent africain ont atteint 20 milliards de dollars, soit 17,2 % de plus que l’année précédente.

La stratégie russe pour reprendre de l’influence en Afrique prend différentes formes. Au début des années 2000, Vladimir Poutine avait notamment convenu d’un accord avec l’Algérie pour annuler une dette contre la signature d’un contrat d’armement. Tactique similaire en Libye quand, en 2008, le président russe annonce l’annulation de la dette contre un contrat ferroviaire et des facilités d’installation pour Gazprom.

D’autres importants contrats suivront partout sur le continent. Sur la période 2014-2019, la Russie fournit 49% des armes vendues au continent. Outre les armes, les mercenaires du groupe Wagner sont aussi actifs dans plusieurs pays du continent.

D’autres facteurs expliquent l’influence russe grandissante en Afrique. Tout d’abord, la Russie ne conditionne pas l’octroi d’aides au respect de certains principes liés aux droits de l’Homme ou à la démocratie, contrairement à l’occident. Au Nigéria, par exemple, les États-Unis ont annulé un contrat pourtant déjà signé pour violation des droits de l’Homme par les forces nigérianes dans la lutte contre Boko Haram. Cela a permis à la Russie de signer un nouveau contrat de coopération militaire avec le pays. Important fournisseur de matières premières aux marchés mondiaux, la Russie s’intéresse aussi au secteur extractif africain.



La Russie mène une stratégie d’influence à travers ses médias Sputnik et Russia Today. Cette influence est particulièrement forte au Mali. Signe de l’influence grandissante de Moscou en Afrique, le premier sommet Russie-Afrique, organisé à Sotchi en 2019. Vladimir Poutine s’était affiché en protecteur de la souveraineté africaine face aux agressions occidentales. Le deuxième sommet du genre doit se tenir à Saint-Pétersbourg à l’automne 2022.

Si Vladimir Poutine est isolé par l'Occident, il est loin de l'être au Sahel. Pour de nombreux pays, il incarne "le libérateur". Depuis quelques années, la Russie grignote peu à peu le pré carré français. Jusqu'à son éviction du Mali par une junte, qui ne cache pas son admiration pour le président russe. Tout comme à Bangui, où Moscou entend prendre la place de Paris. Le sentiment anti-français au Sahel n'est pas créé par la Russie mais instrumentalisé par Moscou qui s'appuie sur le groupe paramilitaire Wagner pour étendre son influence.

Eparpillement des votes des Etats africains à l’Assemblée Générale de l’ONU

Le 2 mars 2022, l 'Assemblée générale de l'ONU a adopté par une écrasante majorité une résolution qui condamne dans les termes les plus vifs l’agression contre l'Ukraine et la décision russe d'accentuer la mise en alerte de ses forces nucléaires.

DOSSIER DE LA SEMAINE

“Les Etats d’Afrique face au conflit en Ukraine ”

La résolution réclame à Moscou de retirer immédiatement et sans conditions toutes ses forces militaires de ce pays.

Sur les 193 membres de l'Organisation, 141 pays ont approuvé le texte, 5 s'y sont opposés, 35 se sont abstenus et 12 n'ont pas pris part au vote. S'il y a eu un vote massif en faveur de la résolution, une vingtaine de pays africains ont préféré s'abstenir, à la grande surprise de nombreux observateurs. Parmi les cinq Etats qui sont opposés au texte se trouve un pays africain : l'Erythrée (à côté de la Russie, la Biélorussie, la Corée du Nord et la Syrie).

Sur les 35 Etats qui se sont abstenus, on compte16 pays du continent africain : l'Algérie, l'Angola, le Burundi, le Congo-Brazzaville, la Guinée équatoriale, Madagascar, le Mali, le Mozambique, la Namibie, le Soudan, le Soudan du Sud, l'Afrique du Sud, le Sénégal, la Tanzanie, l'Ouganda et le Zimbabwe.

Parmi les12 pays qui n'ont pas pris part au vote, 8 sont africains : le Maroc, le Burkina Faso, la Guinée, la Guinée-Bissau, Eswatini, l'Ethiopie, le Cameroun et le Togo.

Explication du vote africain

Le résultat de ce vote met à l’évidence l’ampleur des divergences entre les Etats d'Afrique. Le vote révèle en fait un malaise et la division d'une Afrique qui ne sait pas s'il est préférable de suivre le pays référence ou prudemment s'abstenir tant qu'on n'a pas encore le dernier mot du conflit. On souligne toutefois la similarité des positions de certains pays entre le vote de 2014 sur le conflit avec la Crimée et celui actuel de l'Ukraine.

Le vote africain sur la résolution onusienne concernant l’invasion de l’Ukraine exprime des attitudes spécifiques des pays votants : les pays niches de l'Occident qui sont des alliés automatiques, les alliés de l'ex-URSS et de la Russie, les pays se voulant équilibristes dans leurs relations extérieures adoptant des attitudes pragmatiques pour défendre leurs intérêts stratégiques, enfin un groupe un peu erratique qui démontre une incapacité de décision commune. Certains Etats considèrent que ce conflit leur est lointain et qu'il faut, d'une certaine manière, « ménager la chèvre et le chou » dans leurs différentes coopérations.

À Madagascar par exemple, il y a une forte coopération russe, même si elle n'est pas militaire.

A la zone d'influence française (celles des anciennes colonies), correspond traditionnellement un vote qui suit la ligne occidentale lors des assemblées de l'ONU. C’est le cas par exemple de la Côte d'Ivoire et du Niger. On revanche des interrogations sont soulevée sur l'abstention du Sénégal qui n'est pourtant pas connu pour une hostilité à l'influence française. Une telle position trouverait sa justification dans le souhait de marquer une certaine indépendance vis-à-vis du monde occidental pour garder des possibilités de tractation d'un bloc à l'autre.

Les différentes déclarations du président sénégalais, Macky Sall, au sujet de la guerre en Ukraine couvrent, à elles seules, une bonne partie de la gamme des positionnements des pays africains vis-à-vis de la Russie de Vladimir Poutine, dont la puissance brutale attire certains mais effraie d’autres encore davantage. Il y eut, d’une part, l’expression d’un chef d’Etat soucieux de ménager une opinion publique au sein de laquelle monte sensiblement le discours antifrançais en particulier et antioccidental d’une manière générale. Et, sur un autre ton, Macky Sall assure, en 2022, la présidence tournante de l’Union africaine, qui appelle au « respect impératif de la souveraineté nationale de l’Ukraine ».

Le journal sénégalais Le Quotidien publie un éditorial qui évoque une position "courageuse", conforme à la tradition de neutralité et de diplomatie active du pays. Dans un autre éditorial, le même journal déplore le soutien d’une partie de l’opinion publique sénégalaise à Vladimir Poutine. Pour certains observateurs, précise l’éditorial, l’abstention du Sénégal serait une réponse au traitement jugé raciste dont ses ressortissants feraient l’objet à la frontière ukraino-polonaise.

Quant au Maroc, son choix de ne pas prendre part au vote est dicté par des considérations économiques liées au partenariat stratégique russo-marocain et surtout géostratégiques en relation avec la question de l’intégrité territoriale du Royaume et au conflit contre le voisin algérien : la Russie, un membre permanent

DOSSIER DE LA SEMAINE

“Les Etats d’Afrique face au conflit en Ukraine ”

du Conseil de sécurité de l’ONU et un allié traditionnel de l’Algérie, pourrait torpiller le processus de règlement du conflit au Sahara.

La Russie opte pour l’abstention répétée concernant les résolutions sur le Sahara marocain au Conseil de sécurité. Le ministère des Affaires étrangères marocain précise aussi dans un communiqué que le pays reste fidèle au principe de la "neutralité positive". Dans un thread Twitter, ce même département a déclaré : "La non-participation du Maroc ne saurait faire l'objet d'aucune interprétation par rapport à sa position de principe concernant la situation entre la Fédération de Russie et l'Ukraine." Le ministère a déclaré qu'il continue de suivre la situation avec inquiétude et préoccupation et qu'il appelle "à la poursuite et à l'intensification du dialogue et de la négociation entre les parties pour mettre fin à ce conflit ».

L’abstention de pays comme le Mali et la Centrafrique s’explique par le fait qu’ils sont à la fois sous l'influence française traditionnelle et sous la nouvelle influence russe avec l'appel aux mercenaires de Wagner. L'importance que prend ce bras armé de la Russie dans la situation politico-militaire se rapproche d'un retournement d'alliance. Le Mali se classerait en tête des dix premiers pays de visite d’Afrique francophone des sites de RT France et de Sputnik France. Le 4 mars, à Bangui, la capitale de Centrafrique, des centaines de personnes se sont réunies pour manifester leur soutien à l’invasion russe de l’Ukraine. Le président Faustin Archange Touadéra est redevable aux soldats russes qui étaient venus en aide pour reprendre le contrôle du pays ces dernières années.

L’abstention de l’Angola, de la Guinée et de la Namibie est motivée par le fait que les entreprises russes Alrosa (diamant), Rusal (aluminium), Rosatom (nucléaire) et Lukoil (pétrole) entreprennent des opérations dans le secteur extractif dans ces trois pays.

L'Ouganda a déclaré qu'il s'était abstenu de voter afin de préserver sa "neutralité" en tant que président entrant du Mouvement des pays non alignés (Nam).

Le Nam est un forum composé de 120 pays en développement qui affirment leur indépendance face aux revendications concurrentes des deux superpuissances.

On note toutefois la polémique suscitée par les déclarations du puissant fils du président ougandais Yoweri Museveni, le général Muhoozi Kainerugaba, qui a exprimé son soutien à l'invasion russe en Ukraine. Avec le général soudanais Mohamed Hamdan "Hemeti" Dagolo, le général Kainerugaba est le seul officier supérieur africain à se prononcer en faveur de la Russie. Dans une interview accordée à la BBC, le ministre ougandais des affaires étrangères a précisé que les déclarations du général Kainerugaba reflètent une opinion personnelle et non la position du gouvernement. Le ministre a déclaré que le gouvernement ougandais donne la priorité à la diplomatie pour résoudre toute crise.

Pour d'autres pays, le vote s’explique plutôt par les traditions historiques. Si l'Afrique du Sud est unanimement considérée par le monde occidental comme un modèle des droits de l'homme, l'alliance forte qu'avait Nelson Mandela avec l'URSS à son époque continue à peser dans la politique étrangère du pays.

L’Afrique du Sud approuvait originellement le texte avant de s’abstenir. Selon les Sud-Africains, la résolution ne crée pas d’environnement favorable aux négociations et ne permet pas de rapprochement entre l’Ukraine et la Russie. Le pays aimerait se positionner en tant que médiateur entre l’Ukraine et la Russie.

D'autres pays jouent aux équilibristes. L’Egypte a voté la résolution. En parallèle, le pays des Pharaons, qui accueille chaque année des centaines de milliers de Russes et d'Ukrainiens dans ses hôtels sur la mer Rouge, prend en charge le séjour des touristes venus de ces deux pays désormais en guerre jusqu'à un "retour sécurisé". Sur le plan diplomatique, Le Caire plaide pour "le dialogue et les solutions diplomatiques".

41, rue Kharzouza , ClL - 20200 Casablanca - Maroc

Tél : +212 522 950 955/ Fax : +212 522 950 953

contact@atlantis-center.org

www. atlantis-center.org